

Projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 4 novembre 2008 fixant une liste des opérations de restructuration des services en vue d'y ajouter le regroupement des services de la DREAL PACA au siège situé Boulevard des Dames à Marseille

Fiche d'impact

Le contexte

Dans le cadre de la réforme de l'administration territoriale de l'État (RéATE) engageant un resserrement et une nouvelle organisation des services déconcentrés, la DREAL PACA a entrepris en 2010 un projet de regroupement de ses services non territoriaux vers le futur siège situé boulevard des Dames à Marseille. Le chantier de cette opération immobilière engagé en décembre 2013 suivant la procédure de « vente en état final d'achèvement » a été retardé en raison de la procédure de mise en signature de l'acte d'achat du bâtiment qui abrite également un EHPAD et des commerces. Le nouveau bâtiment sera mis à disposition début mars 2016 et les déménagements effectifs courant mai, juin et juillet 2016.

Les services de cette direction actuellement implantés sur 5 sites, 4 à Marseille et 1 situé au Tholonet seront regroupés, hormis l'unité des données sur l'eau, le CPCM et l'unité GA-Paye au siège : Boulevard des Dames à Marseille afin de permettre une meilleure adéquation entre les moyens (effectifs, structures, organisation territoriale) et les missions ainsi que de renforcer la transversalité et la cohésion au sein de la DREAL. Ce déménagement n'a pas d'impact sur l'organisation des services de la DREAL.

Le projet de nouvelle implantation a fait l'objet d'une large information auprès des agents : mise en place d'une FAQ, espace dédié sur l'intranet, tenues d'assemblées plénières, campagnes d'affichage sur l'avancement du projet, parution d'articles dans le journal interne « Dréalités », comités de suivi.

Pour accompagner la mobilité des agents publics dans le cadre des restructurations de services, le décret n° 2008-366 du 17 avril 2008 institue une prime de restructuration de service et une allocation d'aide à la mobilité du conjoint qu'il convient d'adapter aux spécificités ministérielles ainsi qu'aux situations de ses agents. Ainsi, l'arrêté du 4 novembre 2008 modifié fixe une liste des opérations de réorganisation du MEDDE et du MLETR ouvrant droit au bénéfice de cette indemnité.

Objet du texte

Le présent projet d'arrêté est destiné aux agents de la DREAL PACA. Il prévoit de compléter l'arrêté du 4 novembre 2008 en y ajoutant le regroupement des services de cette direction au nouveau siège situé Boulevard des Dames à Marseille.

Les agents remplissant les conditions seront ainsi éligibles à la prime de restructuration de service et à l'allocation d'aide à la mobilité du conjoint dès lors qu'ils devront changer de résidence administrative et subir un allongement de trajet aller-retour entre leur résidence familiale et la nouvelle résidence administrative.

Il s'agit d'une mesure d'accompagnement des agents dans le cadre de transfert de services.

Impact sur les personnels et le dialogue social

- effectifs concernés : au total, ce projet immobilier de regroupement de différents services concerne 413 agents en poste au sein des services de la DREAL. Toutefois, seuls 70 d'entre eux pourront prétendre au bénéfice de la prime de restructuration de service s'ils remplissent les conditions requises. Il s'agit des personnels actuellement en poste au Tholonet.
- concertation locale : réunions d'information réalisées par la directrice pour les agents le 21 novembre 2014, le 25 juin 2015 et le 22 septembre 2015. D'autres réunions ont eu lieu dans les services en présence des pilotes du projet.
- comités techniques, CHSCT et comités de suivi :
Ce projet a été abordé lors de 3 comités de suivi, 7 CT et 5 CHSCT depuis mai 2014. Les derniers en date sont les suivants :
 - 12 juin 2015 : CT boycotté reconvoqué le 25 juin 2015. Il a été à nouveau boycotté le 25 juin mais il s'est tenu.
 - 17 juin 2015 : CHCST boycotté, reconvoqué le 30 septembre 2015, à nouveau boycotté puis reconvoqué le 29 octobre. Malgré l'absence de quorum, ce CHSCT s'est tenu en présence uniquement des représentants de Force Ouvrière.
 - 13 octobre 2015 : comité de suivi auquel ont participé UNSA et FO
 - 10 décembre 2015 : CT boycotté reconvoqué le 23 décembre 2015. Il a été boycotté le 23 décembre mais il s'est tenu.
 - 10 décembre 2015 : CHSCT boycotté reconvoqué le 14 janvier 2016
 - Les organisations syndicales (CGT – CFDT – UNSA - FO et SOLIDAIRES) sont opposées à ce projet au regard de thématiques liées à la solution de restauration proposée (agrandissement du RIA situé à 10 minutes), à l'allongement des trajets domicile-travail et à l'aménagement du bâtiment (bureaux partagés). Cette position est confortée par le rapport remis fin avril 2015 par le cabinet SECAFI, expert agréé mandaté par le CHSCT de la DREAL, qui propose le maintien d'une partie du siège de la DREAL à Aix-en-Provence (60 agents).
- Les représentants du personnel ont été reçus le 16 janvier 2015 par le préfet de région puis le 29 juin 2015 par le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône. Le responsable régional de la politique immobilière de l'Etat a indiqué dans un rapport du 30 juillet 2015 que la solution proposée par SECAFI n'était pas soutenable. Le nouveau préfet de région a confirmé cet automne le cadre du projet et la directrice de la DREAL en a informé les représentants du personnel puis les agents par note du 23 novembre 2015. Le nouveau secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône reçoit les représentants du personnel le 13 janvier 2016.
- calendrier de mise en œuvre : avis du CTM le 21 janvier 2016, puis signature de l'arrêté en février 2016.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'écologie,
du développement durable et de l'énergie

Arrêté du

modifiant l'arrêté du 4 novembre 2008 fixant une liste des opérations de restructuration de service ouvrant droit au versement de la prime de restructuration de service et de l'allocation d'aide à la mobilité du conjoint instituées par le décret n°2008-366 du 17 avril 2008

NOR :

La ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et la ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité,

Vu le décret n° 2008-366 du 17 avril 2008 instituant une prime de restructuration de service et une allocation d'aide à la mobilité du conjoint ;

Vu le décret n° 2009-501 du 30 avril 2009 portant extension aux ouvriers de l'Etat de divers décrets indemnitaires ;

Vu l'arrêté du 4 novembre 2008 modifié fixant une liste des opérations de restructuration de service ouvrant droit au versement de la prime de restructuration de service et de l'allocation d'aide à la mobilité du conjoint instituées par le décret n°2008-366 du 17 avril 2008 ;

Vu l'avis du comité technique ministériel en date du XXXXXX,

ARRÊTENT

Article 1^{er}

L'article 1 de l'arrêté du 4 novembre 2008 susvisé est complété comme suit :

Après la mention « 53° La fermeture des divisions transports des centres régionaux d'information et de coordination routières », est ajoutée la mention suivante :

« 54° Le regroupement des services de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Provence-Alpes-Côte-d'Azur au siège situé Boulevard des Dames à Marseille ».

Article 2

Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le

La ministre de l'écologie, du développement
durable et de l'énergie,
Pour la ministre et par délégation,

La ministre du logement, de l'égalité des
territoires et de la ruralité,
Pour la ministre et par délégation,

Projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 4 novembre 2008 fixant une liste des opérations de restructuration des services pour y ajouter les restructurations des DIR Méditerranée, Massif Central et Centre Est rendues nécessaires par le transfert des sections autoroutières, respectivement, de A50 et A57 à ESCOTA, de A75 à APRR et de A48 et A480 à AREA, dans le cadre du plan de relance autoroutier et des décrets n°2015-1044, 1045 et 1046 du 21 août 2015 approuvant les avenants aux contrats de concession

Fiche d'impact

Le contexte

Le plan de relance autoroutier vise à permettre une relance des travaux dans le secteur des travaux publics très touché par la crise, sans impact sur la dépense ou l'endettement publics, ni sur les usagers. Il concerne en très grande majorité le réseau déjà concédé mais aussi quelques sections du réseau routier national non concédé qui seront transférées à une société concessionnaire d'autoroutes.

Le plan de relance a fait l'objet d'un avis favorable de la Commission européenne en octobre 2014, à l'issue d'une procédure d'examen qui a duré plus de six mois. La mise en œuvre de ce plan était suspendue à un accord entre l'État et les sociétés concessionnaires qui est intervenu en avril 2015. Sur la base des conclusions d'un groupe de travail associant des parlementaires, le Gouvernement a conclu avec les sociétés d'autoroutes un accord permettant de rééquilibrer les relations entre l'État et les sociétés privées historiques au sein du secteur autoroutier concédé. Afin que le plan de relance autoroutier ait un effet d'entraînement sur l'activité économique, les avenants aux contrats de concessions autoroutières ont été rapidement approuvés par les décrets en Conseil d'État N° 2015-1044, 1045 et 1046 du 21 août 2015.

Les sections du réseau routier national non concédées qui doivent être transférées à une société concessionnaire d'autoroutes sont les suivantes, pour une trentaine de kilomètres au total :

- sections « Toulon Ouest - Benoît Malon » de l'autoroute A 50, y compris les deux tubes du tunnel de Toulon, et « Benoît Malon - Pierreronde » de l'autoroute A 57 intégrées à l'assiette de la concession ESCOTA ;
- section « Clermont-Ferrand Est - La Jonchère » de l'autoroute A 75 intégrée à l'assiette de la concession APRR ;
- section « Saint-Egrève - RN 481 » de l'autoroute A 48 et autoroute A 480 intégrées à l'assiette de la concession AREA.

Ce transfert rend nécessaire une réorganisation de l'exploitation des Directions interdépartementales des routes Méditerranée (DIRMED), Massif Central (DIRMC) et Centre-Est (DIRCE) et la restructuration du centre autoroutier de Toulon, du CEI de Clermont-Issoire, du district de Grenoble et du PC Gentiane à Grenoble.

Pour accompagner la mobilité des agents dans le cadre des réorganisations de service, le décret n°2008-366 du 17 avril 2008 institue une prime de restructuration de service et une allocation d'aide à la mobilité du conjoint qu'il convient d'adapter aux spécificités de la réforme du ministère chargé du développement durable ainsi qu'aux situations de ses agents. L'accompagnement des agents du centre autoroutier de Toulon, du CEI de Clermont-Issoire, du district de Grenoble et du PC Gentiane relève de ce cadre.

Dans ce contexte, l'arrêté du 4 novembre 2008 modifié fixe une liste des opérations de réorganisation du MEDDE ouvrant droit au bénéfice de cette indemnité.

Objet du texte

Le projet d'arrêté proposé à l'avis du CTM prévoit de compléter l'arrêté du 4 novembre 2008 en y ajoutant les restructurations du centre autoroutier de Toulon, du CEI de Clermont-Issoire, du district de Grenoble et du PC Gentiane rendues nécessaires par le transfert aux sociétés concessionnaires ESCOTA, APRR et AREA d'une partie des sections de réseau routier national dont ces entités assuraient la gestion.

Les agents remplissant les conditions seront ainsi éligibles à la prime de restructuration de service et à l'allocation d'aide à la mobilité du conjoint dès lors qu'ils devront changer de résidence administrative et subir un allongement de trajet aller-retour entre leur résidence familiale et la nouvelle résidence administrative.

Conséquences sur l'organisation du ou des services

Il s'agit d'une mesure d'accompagnement de réorganisation des services menées par les Directions interdépartementales des routes Méditerranée, Massif Central et Centre Est.

Impact sur les personnels et le dialogue social

- les effectifs concernés : 114 agents
 - DIR Méditerranée : 39 agents
 - DIR Massif Central : 38 agents
 - DIR Centre-Est : 37 agents
- information aux CT des DIR :
 - DIR Méditerranée : 10 décembre 2015, convoqué à nouveau le 22 décembre 2015. La question de l'expertise RPS du site de Toulon n'a pas été portée à l'ordre du jour.
 - DIR Massif Central : 23 juin 2015, convoqué à nouveau le 29 juin 2015 – expertise RPS demandée par les représentants du personnel. L'étude d'impact RPS sur le plan de relance et la réorganisation Issoire-Clermont a été réalisée et présentée au CHSCT du 10 décembre 2015.
 - DIR Centre-Est : 24 novembre 2015. Lors du CHSCT du 8 décembre 2012, les représentants du personnel ont demandé qu'une expertise RPS soit réalisée pour la réorganisation du site de Grenoble. Un nouveau CHSCT est convoqué le 5 janvier 2016 pour approuver le cahier des charges de cette expertise. Un CHSCT sera ensuite convoqué le 3 mars 2016 pour analyser le rapport d'expertise que le prestataire doit réaliser dans un délai de 30 jours. Le CTS du 15 mars permettra de présenter la totalité du dossier de réorganisation.
- calendrier de mise en œuvre : CTM du 21 janvier 2016 – signature et publication de l'arrêté PRS avant fin mars 2016.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'écologie,
du développement durable et de l'énergie

Arrêté du

modifiant l'arrêté du 4 novembre 2008 fixant une liste des opérations de restructuration de service ouvrant droit au versement de la prime de restructuration de service et de l'allocation d'aide à la mobilité du conjoint instituées par le décret n°2008-366 du 17 avril 2008

NOR :

La ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et la ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité,

Vu le décret n° 2008-366 du 17 avril 2008 instituant une prime de restructuration de service et une allocation d'aide à la mobilité du conjoint ;

Vu le décret n° 2009-501 du 30 avril 2009 portant extension aux ouvriers de l'Etat de divers décrets indemnitaires ;

Vu l'arrêté du 4 novembre 2008 modifié fixant une liste des opérations de restructuration de service ouvrant droit au versement de la prime de restructuration de service et de l'allocation d'aide à la mobilité du conjoint instituées par le décret n°2008-366 du 17 avril 2008 ;

Vu l'avis du comité technique ministériel en date du XXXXXX,

ARRÊTENT

Article 1^{er}

L'article 1 de l'arrêté du 4 novembre 2008 susvisé est complété comme suit :

Après la mention « 54° Le regroupement des services de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Provence-Alpes-Côte-d'Azur au siège situé Boulevard des Dames à Marseille », est ajoutée la mention suivante :

« 55° La réorganisation des services des directions interdépartementales des routes Méditerranée, Massif Central et Centre-Est dans le cadre du plan de relance autoroutier ».

Article 2

Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le

La ministre de l'écologie, du développement
durable et de l'énergie,
Pour la ministre et par délégation,

La ministre du logement, de l'égalité des
territoires et de la ruralité,
Pour la ministre et par délégation,